

Accord international sur la viande bovine

CONSEIL INTERNATIONAL DE LA VIANDE

Rapport

1. Le Conseil international de la viande (CIV) a tenu sa troisième réunion le 19 juin 1997. M. Attie Swart (Afrique du Sud) a été élu Président du CIV pour un mandat de un an. L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme de convocation WTO/AIR/608 a été adopté.

Fonctionnement de l'Accord

2. Le Président a rappelé que, faisant suite au rapport du CIV approuvé par les Ministres à la Conférence ministérielle de Singapour, en décembre 1996 (WT/L/179), un certain nombre de consultations informelles s'étaient tenues sur l'avenir de l'Accord international sur la viande bovine ("l'Accord"). Au cours de ces consultations, un projet de décision sur l'extinction de l'Accord à la fin de 1997 avait été présenté.

3. Le représentant du Canada a déclaré que l'industrie de transformation de la viande et les éleveurs de bovins canadiens ainsi que les analystes gouvernementaux de ce secteur considéraient que l'Accord avait une utilité limitée et utilisaient d'autres sources d'information. Il a fait observer que le Canada était favorable à la réduction ou à la suppression des activités de l'OMC qui n'étaient pas prioritaires afin que davantage de ressources puissent être consacrées aux activités ayant un rang de priorité élevé. A ce sujet, le Canada constatait qu'il fallait de plus en plus assurer le secrétariat des groupes spéciaux chargés du règlement des différends dans les domaines de l'agriculture et des mesures SPS et fournir au Secrétariat de l'OMC les services dont il avait besoin pour faire face à la charge de travail considérable qui lui était imposée par le processus d'accession. Ayant examiné diverses autres solutions au cours des consultations informelles, y compris un échange d'informations volontaires entre les Parties, dont aucun n'avait eu la faveur des éleveurs de bovins et des analystes des échanges internationaux canadiens, le Canada se rallierait au consensus qui se dégagerait pour mettre fin à l'Accord. Faute de consensus sur cette question, et compte tenu des indications selon lesquelles les principaux partenaires du Canada pour le commerce de la viande bovine envisageaient de se retirer de l'Accord, le gouvernement canadien opterait pour une recommandation à l'effet de se retirer dudit accord.

4. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est associé aux vues exprimées par le représentant du Canada. La Nouvelle-Zélande était favorable à ce qu'il soit mis fin à l'Accord sur la base d'une décision prise par le CIV avant que l'Accord ne soit automatiquement prorogé pour une nouvelle période de trois ans. Si une telle décision n'était pas prise, le gouvernement néo-zélandais opterait pour une proposition à l'effet de se retirer de l'Accord.

5. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son pays était favorable à ce qu'il soit mis fin à l'Accord, car nombre de ses fonctions faisaient double emploi avec celles de plusieurs autres organisations et il ne répondait plus à son objet initial. Des statistiques sur le commerce et les prix de la viande étaient publiées de façon plus régulière par un certain nombre d'autres organisations,

notamment la FAO et l'OCDE, ainsi que par différents gouvernements. Les problèmes de politique commerciale dans le secteur de la viande bovine n'avaient pas été examinés par le CIV depuis plusieurs années, et d'autres instances, comme le Comité de l'agriculture, le Comité SPS et le Groupe intergouvernemental sur la viande de la FAO, fournissaient d'autres cadres de discussion. Par ailleurs, les travaux de préparation de la réunion annuelle du CIV grevaient les ressources limitées du Secrétariat de l'OMC. En l'absence d'un consensus pour y mettre fin, les Etats-Unis prendraient des dispositions en vue de se joindre à d'autres pour se retirer de l'Accord.

6. Le représentant de l'Australie a fait siennes les vues exprimées par les représentants du Canada, de la Nouvelle-Zélande et des Etats-Unis et a déclaré que son pays était favorable à ce qu'il soit mis fin à l'Accord. S'il n'était pas possible de parvenir à un consensus à cet effet, l'Australie prendrait les dispositions nécessaires en vue de se retirer de l'Accord.

7. Le représentant de la Roumanie a indiqué que son pays se rallierait à un consensus pour mettre fin à l'Accord. Selon la Roumanie, les renseignements fournis dans le cadre du CIV pouvaient être obtenus auprès d'autres sources et certaines dispositions de l'Accord étaient reprises dans l'Accord sur l'OMC. Le représentant de la Suisse a déclaré que son pays était favorable à ce qu'il soit mis fin à l'Accord. Le consentement de la Suisse était toutefois subordonné à l'accomplissement des procédures internes. L'intervenant a invité instamment les Parties à adopter dès que possible la décision sur l'extinction de l'Accord, afin que le délai prévu dans l'Accord en ce qui concerne sa prorogation puisse être respecté (article VI:3 de l'Accord). La Suisse reconsidérerait sa position si d'autres Parties devaient se retirer de l'Accord. Le représentant du Japon a indiqué que son pays se rallierait à un consensus pour mettre fin à l'Accord. Le représentant de la Norvège s'est déclaré en faveur d'une décision à l'effet de mettre fin à l'Accord, étant donné que les renseignements fournis dans le cadre du CIV pouvaient également être obtenus auprès d'autres sources. Si une telle décision n'était pas prise, la Norvège envisagerait de prendre d'autres dispositions. Le représentant de l'Afrique du Sud a déclaré que son pays souhaitait qu'il soit mis fin à l'Accord.

8. Le représentant des CE a déclaré que les Communautés européennes continuaient à penser que l'Accord constituait une source de renseignements très utile. En conséquence, elles estimaient que la durée de validité de l'Accord devait être prorogée. Les CE prendraient néanmoins en considération les vues exprimées par les autres délégations et poursuivraient leurs discussions internes sur la question.

9. Le CIV est convenu que le Président organiserait des consultations informelles avant la pause de l'été pour faire le point de la situation en ce qui concerne l'extinction de l'Accord, en vue de parvenir à une décision finale en septembre, et qu'il faudrait tenir compte de l'urgence de cette question pour laisser le temps d'accomplir les procédures internes nécessaires.

Evaluation de la situation des marchés de la viande

10. Le CIV a pris note des documents suivants, établis par le Secrétariat dans le but de faciliter ses débats au titre de ce point de l'ordre du jour: "Situation et perspectives des marchés internationaux de la viande" (IMA/W/11), "Tableaux récapitulatifs" (IMA/W/12) et "Statistiques relatives à la viande bovine" (IMA/W/13).

11. Le représentant des CE a déclaré que le marché communautaire de la viande bovine se remettait des affres de la crise de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine). Cette crise avait provoqué une baisse de la consommation de 1,5 kg par habitant. Les prix de la viande bovine s'étaient effondrés, alors que ceux des autres viandes avaient sensiblement augmenté. Les achats d'intervention en 1996 s'étaient élevés au total à environ 570 000 tonnes de viande bovine. L'image de la viande bovine s'étant ternie, les CE avaient adopté une "politique pour la qualité de la viande", qui consistait, notamment,

à mettre en place un système d'étiquetage de la viande donnant des indications sur le mode d'élevage des animaux, leur alimentation, etc., et à soutenir des campagnes visant à promouvoir la vente de viande bovine de qualité. Le représentant des CE espérait que, grâce à une plus grande compétitivité de la viande bovine, le marché de ce produit redeviendrait plus équilibré dans les CE d'ici à l'an 2000. A supposer que les prix des céréales montent, ceux de la viande bovine devraient diminuer et les prix des viandes concurrentes augmenter. Dans certains Etats membres des CE, les écarts de prix actuels avec les prix des bovins aux Etats-Unis pourraient disparaître à condition que la production de viande bovine aux Etats-Unis diminue dans les années à venir. En outre, si la demande en Asie et ailleurs demeurerait forte, les CE pourraient être en mesure d'exporter de la viande bovine sans subventions à l'exportation, comme c'était le cas pour la viande de porc et la viande de volaille. Actuellement, environ la moitié des exportations totales de viande de porc et de viande de volaille ne bénéficiaient pas de subventions à l'exportation, en particulier les exportations à destination des marchés de l'Asie du Sud-Est. Les importations de viande bovine, qui étaient effectuées principalement dans le cadre d'arrangements préférentiels, représentaient au total environ 500 000 à 550 000 tonnes.

12. Le représentant du Japon a indiqué que la production de boeuf Wagyu et celle de viande provenant de vaches laitières avaient continué à diminuer en 1996. La consommation de viande bovine avait fortement diminué en 1996, principalement en raison de préoccupations de santé liées à l'ESB et d'un grand nombre de cas d'intoxication alimentaire causée par la bactérie E-coli. L'intervenant a fait observer qu'à la suite de la libéralisation du marché d'importation japonais en 1991, les consommateurs avaient préféré acheter de la viande de bovins d'embouche, moins chère, mais, comme le prix au détail de la viande de bovins nourris aux céréales de qualité supérieure, avait sensiblement diminué, ils s'étaient tournés de plus en plus vers ce type de viande. En ce qui concerne la viande de porc, le représentant du Japon a indiqué que la consommation était restée stable l'année dernière, ce qui confirmait que le marché japonais était quasiment parvenu à maturité. En 1996, le Japon avait appliqué, comme il l'avait fait en 1995, un prix de référence plus élevé pour les importations, équivalant au niveau consolidé dans le cadre de l'OMC.

13. Le représentant de l'Afrique du Sud a informé le CIV de ce qui suit: i) le secteur de la viande rouge faisait actuellement l'objet d'une rapide déréglementation, l'Office de la viande devant notamment être supprimé d'ici la fin de 1997; ii) le cheptel bovin devrait atteindre un niveau record en 1997/98, les prévisions météorologiques étant favorables; et iii) les importations de viande de boeuf et de viande de mouton devraient encore augmenter cette année.

14. Le représentant de la FAO a fourni les renseignements suivants: i) il était prévu que la consommation mondiale de viande augmente de 4½ pour cent en 1997, stimulée par une croissance économique dynamique à l'échelle mondiale et une forte propension à consommer de la viande dans les pays en développement; ii) les consommateurs de viande devraient se tourner encore davantage vers la viande de volaille, tendance qui était renforcée cette année par une baisse des prix de la viande de volaille, en particulier par rapport à ceux de la viande de porc; iii) la production de viande à l'échelle mondiale devrait de nouveau connaître une croissance rapide, particulièrement en ce qui concerne la viande de volaille et la viande de porc, stimulée par une demande mondiale dynamique conjuguée à une forte baisse des prix des céréales fourragères; et iv) il était prévu que le commerce mondial de la viande augmente de 4 pour cent pour atteindre 13,9 millions de tonnes (équivalent poids carcasse), le commerce de la viande de volaille devant continuer à progresser plus rapidement que celui des autres viandes.

Mise en distribution générale des documents

15. Le CIV a pris note de la demande du Conseil général, lorsqu'il a adopté une décision sur la mise en distribution générale des documents de l'OMC en juillet 1996 (WT/L/160/Rev.1), tendant à ce que les Accords plurilatéraux envisagent l'adoption de mesures appropriées. En conséquence,

il a adopté la Décision sur la mise en distribution générale des documents relatifs à l' Accord international sur la viande bovine (IMA/6).

Rapport au Conseil général

16. Le CIV a noté que, conformément à l'article IV:8 de l'Accord sur l'OMC, il était tenu de soumettre un rapport annuel au Conseil général. Il est convenu de continuer la pratique antérieure, en vertu de laquelle le Président établirait un rapport sous sa propre responsabilité, en tenant compte de toute suite donnée à la présente réunion.